

Rapport d'Orientations Budgétaires 2026

Commission finances du 25 novembre 2025

Conseil municipal du 4 décembre 2025

SOMMAIRE

**01. Contexte
macroéconomique et
PLF 2026**

**02. Orientations
BP 2026**

**03. Situation
financière**

Introduction



Le Débat d'Orientations Budgétaires (DOB) se base sur un Rapport d'Orientation Budgétaire (ROB) et répond aux obligations légales suivantes :

- la tenue d'un débat d'orientations est obligatoire dans les communes de plus de 3 500 habitants
- le débat doit avoir lieu dans les deux mois qui précèdent l'examen du budget primitif
- le débat n'a aucun caractère décisionnel
- sa tenue doit néanmoins faire l'objet d'une délibération qui prend acte du débat afin que le représentant de l'État puisse s'assurer du respect de la loi.

Le ROB comprend :

- **les orientations budgétaires** : évolutions prévisionnelles de dépenses et recettes (fonctionnement et investissement), en précisant les hypothèses d'évolution retenues notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions et les évolutions relatives aux relations financières entre une commune et l'EPCI dont elle est membre,
- **les engagements pluriannuels envisagés** : programmation des investissements avec une prévision des recettes et des dépenses,
- **la structure et la gestion de la dette contractée**, les perspectives pour le projet de budget, en précisant le profil de dette visé pour l'exercice

I. Éléments de contexte

1. La conjoncture économique à l'échelle nationale et européenne

- Au niveau de la Zone Euro, l'inflation est encore légèrement supérieure à 2% fin octobre 2025 mais est estimée à 1,8% en 2026 pour une croissance du PIB en volume de 1,1% en 2026. Ces prévisions confirmeraient un arrêt de la baisse des taux d'intérêts directeurs.
- En France, l'inflation se stabilise autour de 1% en cette fin d'année 2025 suite au recul des prix de l'énergie. Les dernières projections de la Banque de France anticipent un taux d'inflation de 1,3% en 2026.
 - Le PIB connaît une légère accélération en cette fin d'année grâce au commerce extérieur. Son taux de croissance pour l'année 2025 devrait se situer entre 0,8 et 1%. La Banque de France anticipe un taux de croissance du PIB d'environ 0,9% pour 2026.
 - Cette conjoncture ne devrait pas permettre une nette amélioration des comptes publics sans avoir à agir fortement sur les dépenses et les recettes de l'Etat, malgré un déficit public ramené de 5,8% du PIB en 2024 à 4,7% prévu pour 2026. Par ailleurs, l'instabilité politique actuelle laisse présager une année 2026 marquée par des taux d'intérêts encore élevés, entre 3,5 et 4%.

I. Éléments de contexte



2. Quelle loi de finances pour 2026 ?

- Alors que le Projet de Loi de Finances 2026 n'est pas encore définitif au moment de rédiger ce rapport, nous pouvons toutefois préciser que l'objectif du gouvernement est de ramener le déficit public de 5,4% en 2025 à 4,7% en 2026. Les deux tiers des efforts devraient venir de la dépense publique.
- Le gouvernement cible fortement les collectivités locales alors qu'elles représentent seulement 10% du déficit et que ce dernier est uniquement destiné à l'investissement.
- Si les parlementaires ont réussi à amoindrir le coût pour les collectivités locales, nous ne savons pas encore si le budget sera voté avec les modifications apportées ou si le gouvernement le fera passer par ordonnances.
- Dans un tel cas, la Ville de Rives pourrait être concernée directement mais l'impact serait très faible. Il se fera surtout indirectement via nos partenaires que sont la Région AURA, le Département de l'Isère et la CAPV qui eux devraient être lourdement impactés, ce qui à terme pourraient réduire fortement leurs contributions.

II. Orientations BP 2026

1. Section de fonctionnement

2. Section d'investissement

3. Programme Pluriannuel d'Investissements (PPI)

4. Situation financière prospective

II. Orientations BP 2026

L'année 2025 a marqué un tournant dans les dépenses d'investissement. L'équipe municipale souhaite maintenir le cap et contenir les investissements pour le BP 2026. Par ailleurs, les élections municipales étant prévues pour le mois de mars 2026, il n'est pas possible d'engager de nouveaux travaux d'ampleur.

Concernant la section de fonctionnement, il a été demandé aux services de trouver des sources d'économie afin d'éviter une dégradation trop importante de l'autofinancement (CAF, également appelé « épargne brute »). Cette dernière permet, entre autres, de rembourser nos emprunts et de continuer à investir pour construire l'avenir.

Orientations du BP 2026

II.1. Section de fonctionnement

Trajectoires des dépenses et recettes de fonctionnement : grands équilibres

Recettes de fonctionnement 2026 : l'estimation se base sur le réalisé 2024 et 2025 avec des variations chapitre par chapitre selon les évolutions déjà connues.

L'Equipe municipale souhaite maintenir les taux de fiscalité directe locale. Seule la revalorisation des valeurs locatives en fonction de l'inflation devrait être validée par le Gouvernement.

Il est à prévoir au total une hausse des recettes de fonctionnement d'environ 522 000 euros suite au report d'une partie du résultat prévisionnel de 2025 ainsi qu'à une hausse estimée de 0,9% des valeurs locatives.

Si le total des recettes augmente de 5,8%, il convient de noter que l'augmentation des recettes réelles de fonctionnement n'est que de 0,2%. Alors que la Banque de France prévoit un taux d'inflation de 1,3% en 2026, cela signifie qu'un effort sur les dépenses de fonctionnement est nécessaire.

Orientations du BP 2026

II.1. Section de fonctionnement

Trajectoires des dépenses et recettes de fonctionnement : grands équilibres

Recettes de fonctionnement en K€	BP 2022	BP 2023	BP 2024	BP 2025	BP 2026	Variation 25/26 en €	Variation 25/26 en %
Produits des services	526	500	605	598	600	2	0,3%
Produits des impôts	5 501	6 192	6 142	6 180	6 248	68	1,1%
Dotations et participations	1 646	1 690	1 786	1 896	1 875	- 21	-1,1%
Produits de gestion	86	89	166	186	150	- 36	-19,4%
Atténuation de charges	47	31	27	33	35	2	6,1%
Total produits réels de fonctionnement courant	7 806	8 502	8 726	8 893	8 908	15	0,2%
Produits financiers	-	-	-	-	-	-	
Produits exceptionnels/spécifiques	79	111	1	1	1	-	0,0%
Total produits réels de fonctionnement	7 885	8 613	8 727	8 894	8 909	15	0,2%
Opération d'ordre	216	297	252	113	120	7	6,2%
Total produits d'ordre de fonctionnement	216	297	252	113	120	7	6,2%
Total général des recettes de fonctionnement	8 101	8 910	8 979	9 007	9 029	22	0,2%
Résultat reporté de N-1	1 113	2 120	758	-	500	500	
TOTAL recettes	9 214	11 030	9 737	9 007	9 529	522	5,8%

Orientations du BP 2026

II.1. Section de fonctionnement

Trajectoires des dépenses et recettes de fonctionnement : grands équilibres

Dépenses de fonctionnement 2026 : Les dépenses réelles de fonctionnement sont en baisse par rapport au BP 2025 complété par la DM votée en septembre. Les principales données :

- Baisse des charges générales et stabilisation des autres charges de gestion courante (une partie de ces variations est liée à des dépenses transférées du chapitre 011 au chapitre 65).
- Baisse des dépenses de personnel suite au départ du Collaborateur de Cabinet, à des départs non remplacés et à une moindre enveloppe pour les remplacements. Et ce malgré une hausse de 50 000 euros des cotisations de la CNRACL, une hausse d'environ 30ke des cotisations pour l'assurance du personnel et les hausses inévitables liées à l'évolution des carrières.
- Augmentation des charges financières (+55k€, soit +33%).
- Intégration dans le BP 2026 du reversement de fiscalité à la CAPV dans le cadre de la convention de gestion des Zones d'Activité Economiques, estimé à 171k€

Orientations du BP 2026

Envoyé en préfecture le 11/12/2025
 Reçu en préfecture le 11/12/2025
 Publié le
 ID : 038-213803372-20251204-2025092-DE

II.1. Section de fonctionnement

Trajectoires des dépenses et recettes de fonctionnement : grands équilibres

Dépenses de fonctionnement en K€	BP 2022	BP 2023	BP 2024	BP 2025	BP 2026	Variation 25/26 en €	Variation 25/26 en %
Charges à caractère général	1 658	2 081	2 173	2 150	1 945	- 205	-9,5%
Charges de personnel	4 046	4 292	4 552	4 804	4 534	- 270	-5,6%
Charges de gestion courante	894	971	985	1 114	1 153	40	3,5%
Atténuation de produits	23	25	19	188	192	4	2,3%
Total charges réelles de fonctionnement courant	6 620	7 369	7 729	8 255	7 824	- 431	-5,2%
Charges financières	59	69	91	166	221	55	33,0%
Provisions	-	63	-	-	-	-	
Charges exceptionnelles/spécifiques	3	3	7	8	40	32	400,0%
Total charges réelles de fonctionnement	6 681	7 503	7 826	8 430	8 085	- 345	-4,1%
Dotation aux amortissements	268	266	421	466	465	- 1	-0,2%
Virement à la section d'investissement	2 211	3 261	1 490	111	979	868	779,9%
Total charges d'ordre de fonctionnement	2 479	3 526	1 911	577	1 444	867	150,2%
Déficit reporté	53	-	-	-	-		
Total général des dépenses de fonctionnement	9 214	11 030	9 737	9 007	9 529	522	6%

Orientations du BP 2026

II.1. Résultat 2025 et son affectation

Le résultat 2025 de la section de fonctionnement est estimé entre 700 000 et 850 000 euros

Il permet de couvrir en totalité le besoin de financement de la section d'investissement qui devrait s'élever à approximativement 175 000 d'euros.

Sera affecté en investissement le montant nécessaire pour couvrir le besoin de financement, et l'excédent sera affecté en section de fonctionnement.

Orientations du BP 2026

II.2. Section d'investissement - Dépenses

Une réduction des dépenses d'investissement de 41% a été engagée en 2025 par rapport à 2024. Et ce malgré une intervention urgente suite à l'effondrement du faux-plafond du centre de loisir au printemps 2025.

L'année 2026 devrait connaître une nouvelle réduction du montant des investissements, l'équipe municipale ne pouvant engager de nouveaux projets importants avant les élections.

Ainsi, les nouveaux crédits accordés à l'investissement (fin des chantiers en cours, renouvellement du mobilier communal etc.) devraient s'élever à environ 1,95 millions d'euros. S'ajouteront les Restes à Réaliser de 2025 d'un montant avoisinant les 700 000 euros.

Orientations du BP 2026

Envoyé en préfecture le 11/12/2025

Reçu en préfecture le 11/12/2025

Publié le



ID : 038-213803372-20251204-2025092-DE

II.2. Section d'investissement - Dépenses

Dépenses d'investissement en K€	BP 2022	BP 2023	BP 2024	BP 2025	BP 2026	Variation 25/26 en €	Variation 25/26 en %
Dépenses d'équipement (investissements)	3 102	4 421	3 934	2 335	1 950	- 385	-16%
RAR en dépenses d'équipement	814	1 126	1 143	1 310	700	- 610	-47%
Remboursement du capital	492	498	547	766	740	- 26	-3%
RAR en remboursement du capital				40	-	- 40	-100%
Immobilisation financière	184	177	-	-	-	-	
Opération d'ordre	228	234	252	113	150	37	33%
Opérations patrimoniales et divers	190	444	21	125	125	-	0%
Dotations versées dont TAM reversée à la CAPV	-	304	258	50	70	20	40%
Participation au capital de l'Agence France Locale				4	4	-	0%
Total des dépenses d'investissement	5 010	7 204	6 156	4 743	3 740	- 1 004	-21,2%
Report déficit investissement année N-1	744	-	2 729	2 353	-	- 2 353	-100%
TOTAL des dépenses d'investissement cumulées	5 754	7 204	8 884	7 097	3 740	- 3 357	-47,3%

Réduction totale du déficit d'investissement cumulé.

Orientations du BP 2026

II.2. Section d'investissement - Recettes

Il s'agit de la subvention demandée et accordée par la CAPV pour la requalification du Centre Ville

Envoyé en préfecture le 11/12/2025
Reçu en préfecture le 11/12/2025
Publié le
ID : 038-213803372-20251204-2025092-DE

Recettes d'investissement en K€	BP 2022	BP 2023	BP 2024	BP 2025	BP 2026	Variation 25/26 en €	Variation 25/26 en %
Subventions d'investissement	935	643	1 000	334	777	443	133%
RAR subventions	184	423	216	269	22	- 247	-92%
Emprunts	400	987	1 230	1 500	87	- 1 413	-94%
RAR emprunts	-	-	900	1 500	-	- 1 500	-100%
Virement de la section de fonctionnement	2 211	3 261	1 490	111	979	868	780%
Total recettes d'équipement	3 731	5 314	4 836	3 714	1 865	- 1 850	-49,8%
Dotations	179	414	550	644	345	- 299	-46%
Excédent de fonctionnement capitalisés (1068)	1 375	555	2 756	2 009	175	- 1 834	-91%
Total recettes financières	1 553	969	3 306	2 653	520	- 2 133	-80,4%
Opérations d'ordre	268	266	421	466	465	- 1	0%
Vente d'immeubles	190	427	300	140	265	126	90%
Opérations patrimoniales	-	80	21	125	125		
TOTAL Recettes d'investissement	5 742	7 056	8 884	7 098	3 240	- 3 858	-54,4%
Report positif de N-1	175	148		-	500	500	
TOTAL Recettes d'investissement cumulées	5 917	7 204	8 884	7 098	3 740	- 3 358	-47,3%

La vente des anciens locaux des ST devrait se concrétiser juste avant la clôture 2025 ne laissant pas le temps de traitement nécessaire en comptabilité. elle devrait passer dans le BP 2026

Orientations du BP 2026

II.3. Le Programme pluriannuel d'investissements (PPI)

Ancien
PPI

PPI en k€	2 024	2 025	2 026
Dépenses d'équipement	4 200	5 500	2 800
Rbst capital de la dette	550	600	700
TOTAL DEPENSES	4 750	6 100	3 500
Subventions	1 200	1 000	560
FCTVA	630	825	420
Autofinancement	1 000	1 000	1 000
Nouvel emprunt	1 920	3 275	1 520
TOTAL RECETTES	4 750	6 100	3 500

Le PPI 2024-2026 réalisé en 2024 prévoyait un rythme d'investissements élevé : près de 12,5 millions d'euros TTC en 3 ans, nécessitant d'emprunter environ 7 millions d'euros.

Le nouveau PPI actualisé fin 2025 acte une réduction des investissements sur un rythme soutenable.

Un nouveau PPI sur la période 2026-2032 devra être réalisé par la nouvelle équipe municipale.

Nouveau
PPI
réactualisé

PPI en K€	2024	2025	2026	Total sur 3 années
Dépenses (réelles) d'équipement	4 288	2 700	2 650	9 638
Remboursement capital de la dette	547	735	740	2 022
Total des dépenses	4 835	3 435	3 390	11 660
Subventions	817	398	799	2 014
FCTVA	393	634	320	1 347
Autofinancement	1 619	780	1 630	4 029
Cessions d'immobilisations	-	18	265	283
Nouveaux emprunts	900	3 000	87	3 987
Total des ressources	3 729	4 830	3 101	11 660

Ces montants annuels incluent les RAR de N-1 liquidés en N

Orientations du BP 2026

II.3. Le Programme pluriannuel d'investissements (PPI)

Révision du PPI dans l'objectif d'une réduction des dépenses d'investissement :

L'année 2026 voit se finaliser le PPI en cours par les projets suivants :

- Requalification du centre-ville pour 970k€ en 2026
- Rénovation de l'école Libération : 0,3M€ en 2026
- Relamping (changement des lampadaires pour de la led) : 0,1M€ chaque année

D'autres dépenses d'investissement sont également à prévoir notamment des réfections de voirie et travaux sur des bâtiments communaux, achat de mobilier, etc. pour un total d'environ 580k€

III. Situation financière

1. Encours de dette

2. Ratios financiers

Situation financière

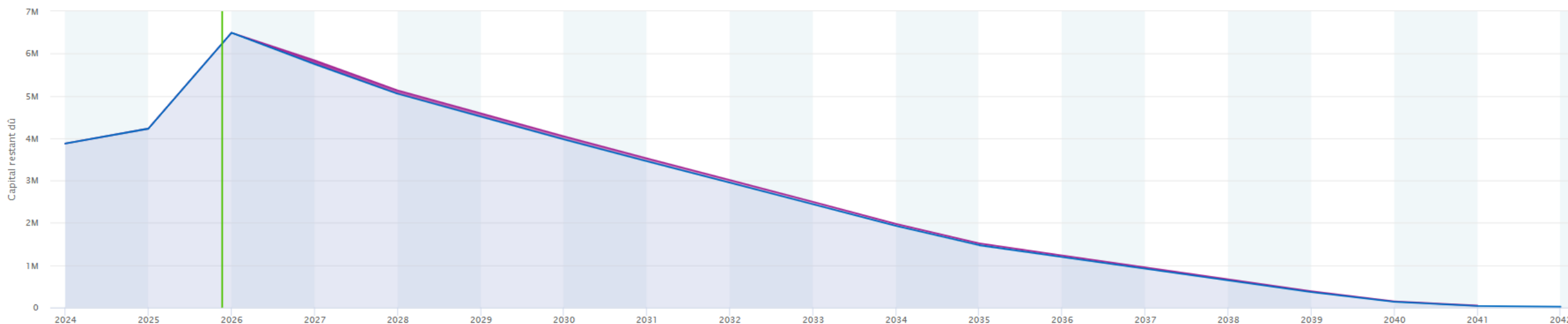
Envoyé en préfecture le 11/12/2025
Reçu en préfecture le 11/12/2025
Publié le
ID : 038-213803372-20251204-2025092-DE

III.1. Encours de dette

Au 1er janvier 2026, l'encours de dette sera de 6 481 466,88 €.

D'après les dernières projections, le besoin en nouvel emprunt sur 2026 sera faible (87k€) laissant présager un début de désendettement.

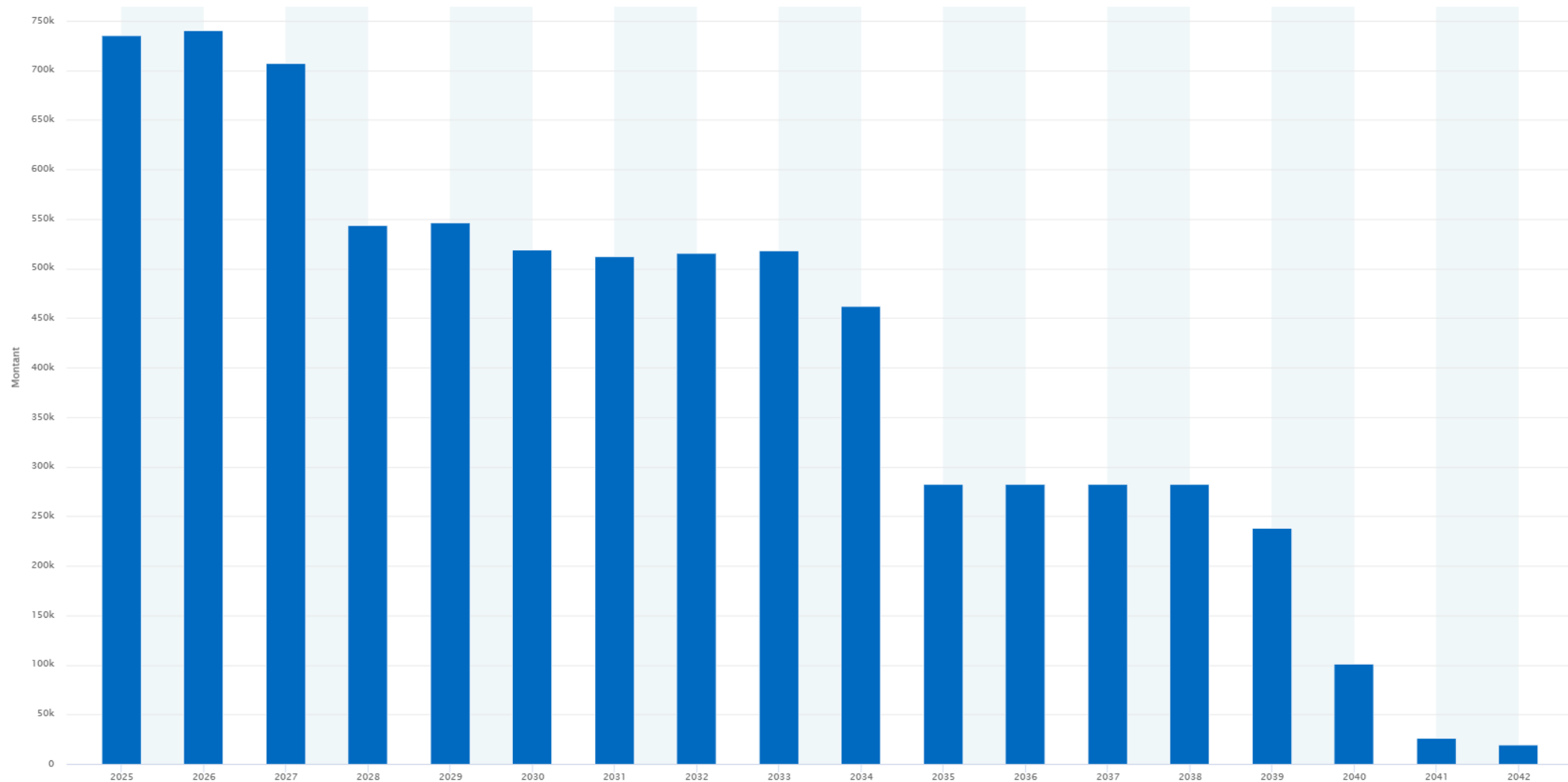
Dans le graphique ci-dessous, la partie en violet correspond à la simulation de l'emprunt 2026



Situation financière

III.1. Encours de dette

Les remboursements de capital vont connaître un plafond en 2026 puis devraient ensuite se réduire au fur et à mesure de la fin des anciens emprunts.

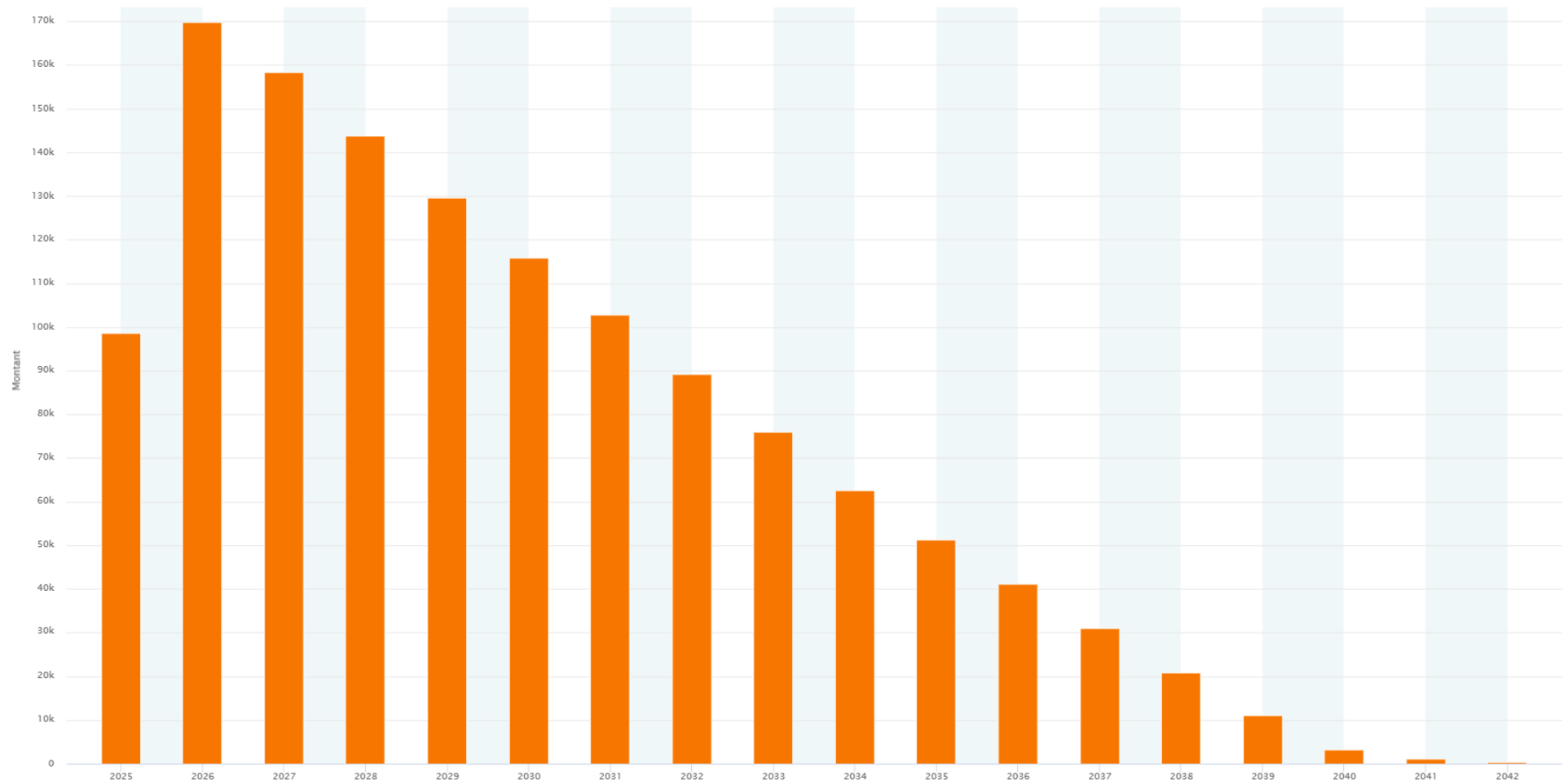


Situation financière

III.1. Encours de dette

L'ensemble des derniers emprunts sont en amortissement constant. Cela signifie que le montant des intérêts est dégressif. Ainsi 2026 devrait également être l'année avec les intérêts à payer les plus élevés, toutes choses égales par ailleurs.

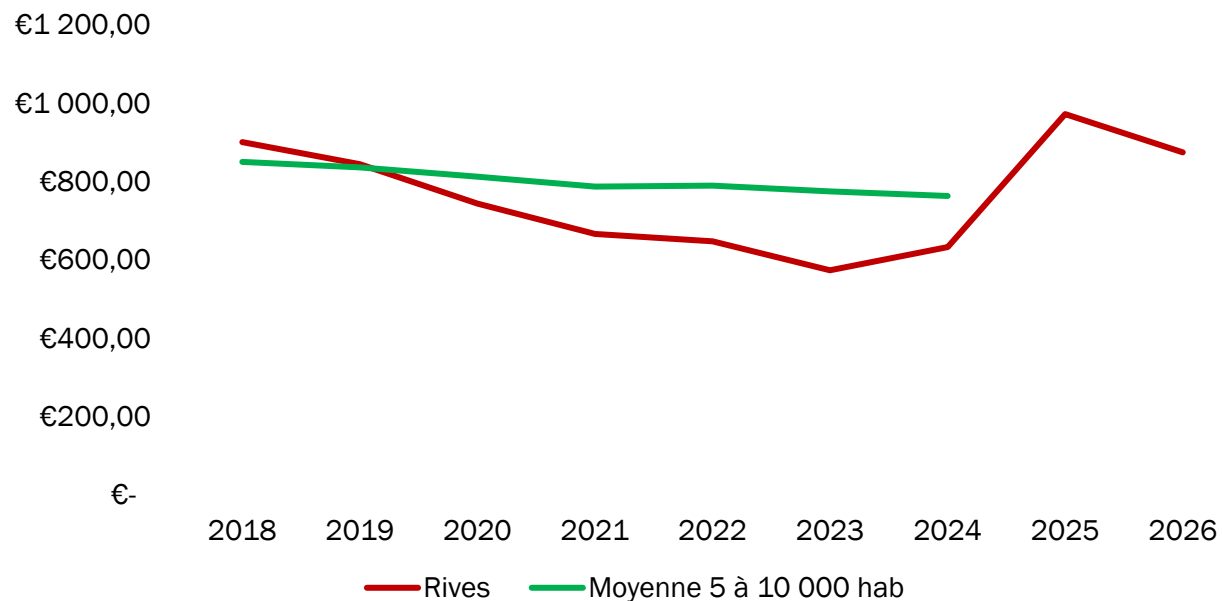
Ce graphique ne prend pas en compte les ICNE qui ont un impact budgétaire. Ils devraient être en baisse de 5000 euros entre 2025 et 2026.



Situation financière

III.2. Ratios financiers

Dette par habitant



A considérer que le nombre d'habitants sur 2025 et 2026 soit égal à celui de 2024, la courbe de la dette par habitant connaît son pic en 2025 et se réduira d'autant que l'encours de la dette diminuera.

Toutefois, Rives aura une dette par habitant supérieure à la moyenne des communes de 5 000 à 10 000 habitants.

Cette courbe est très dépendante du nombre d'habitants. Ainsi une hausse du nombre d'habitants, à dette constante, pourrait permettre une réduction encore plus forte de la dette par habitant en 2026.

Situation financière

III.2. Ratios financiers

Capacité d’Autofinancement (épargne brute) : elle représente la ressource dégagée du fonctionnement permettant de couvrir le remboursement en capital de la dette et de financer les équipements.

Une CAF inférieure à 15% des produits de gestion traduit une situation financière fragile

En K€	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025*	2026*
CAF (Epargne brute)	379	826	1 430	1 935	1 883	1 623	1 619	1 124	920
Taux de CAF en %	5%	11%	19%	25%	23%	19%	18%	12%	10%
Remboursement capital de la dette	433	254	482	487	491	498	548	766	740
Epargne nette	- 55	572	948	1 448	1 391	1 126	1 070	358	180
%	-1%	8%	12%	18%	17%	13%	12%	4%	2%

* = prévisions non définitives

Après une nette amélioration de la CAF jusqu’en 2021 grâce à des dépenses réelles de fonctionnement en baisse, la reprise à la hausse des dépenses a fait diminuer la CAF. Le seuil de fragilité financière devrait être franchi en 2025. Toutefois, la chute de la CAF est plus faible qu’anticipé initialement, et ce, grâce aux efforts entrepris par les services.

Pour ne pas trop laisser se dégrader la CAF, il faut continuer la poursuite des efforts entrepris pour réduire les dépenses de fonctionnement tout en maximisant les recettes.

Situation financière

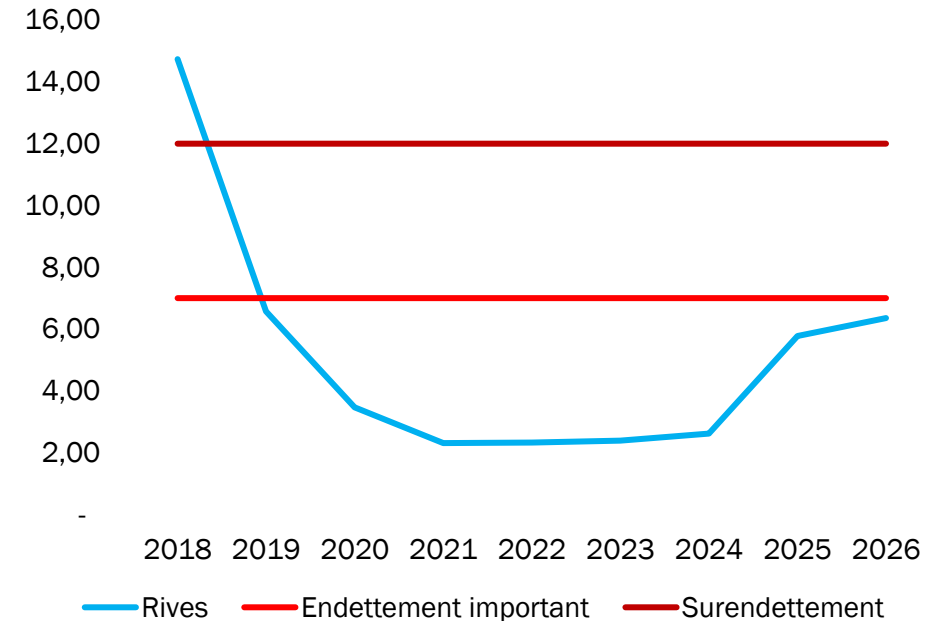
III.2. Ratios financiers

Capacité de désendettement : elle correspond au nombre d'années de CAF nécessaire pour rembourser la totalité des emprunts en cours

Au-delà de 7, l'endettement est jugé comme important. Au-delà de 12 la commune est en situation de surendettement

Une optimisation de la CAF permettrait d'améliorer la capacité de désendettement, comme cela fut le cas en 2020.

Capacité de désendettement



	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Encours de dette au 31/12 en K€	5 583	5 432	4 950	4 463	4 372	3 874	4 227	6 491	5 841
Capacité d'Autofinancement (épargne brute) en K€	379	826	1 430	1 935	1 883	1 623	1 619	1 124	920
Capacité de désendettement en nombre d'année de CAF	14,74	6,57	3,46	2,31	2,32	2,39	2,61	5,77	6,35

Situation financière

III.2. Ratios financiers

L'année 2026 s'annonce comme une année de transition.

Dans un contexte national dégradé et une situation financière fragilisée, les mesures entreprises par l'équipe municipale ont permis d'effacer le déficit cumulé de la section d'investissement.

Par ailleurs, face à l'avertissement sur la dégradation du résultat de la section de fonctionnement et par conséquent de la CAF, les efforts entrepris permettront de limiter leurs baisses.

La prochaine équipe municipale devra maintenir un effort en fonctionnement afin de dégager suffisamment de marge pour rembourser les emprunts et continuer à investir pour l'avenir de Rives.



Envoyé en préfecture le 11/12/2025
Reçu en préfecture le 11/12/2025
Publié le
ID : 038-213803372-20251204-2025092-DE

Berser
Levrault

Merci

